

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Appel d'offres ouvert N° 166/18/AOO

**Travaux des aménagements extérieurs
du bâtiment d'accueil officiel à
l'aéroport de Laayoune**

TABLE DES MATIERES

AVIS D'APPEL D'OFFRES	1
CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1
CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5

ARTICLE 11 :	NANTISSEMENT _____	5
ARTICLE 12 :	DROIT APPLICABLE _____	6
CHAPITRE 2 :	CLAUSES TECHNIQUES _____	7
ARTICLE 13 :	MAITRE D'ŒUVRE _____	7
ARTICLE 14 :	NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX _____	7
ARTICLE 15 :	CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 16 :	RECEPTION PROVISoire DES TRAVAUX _____	7
ARTICLE 17 :	DELAi DE GARANTIE _____	7
ARTICLE 18 :	RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX _____	8
ARTICLE 19 :	MODE DE PAIEMENT _____	8
ARTICLE 20 :	DELAi D'EXECUTION DU MARCHE _____	8
ARTICLE 21 :	PENALITES POUR RETARD _____	8
ARTICLE 22 :	AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT _____	8
ARTICLE 23 :	PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX _____	9
ARTICLE 24 :	SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES _____	9
ARTICLE 25 :	ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER _____	9
ARTICLE 26 :	COMPORTEMENT DU PERSONNEL _____	9
ARTICLE 27 :	LISTE DU MATERIEL NECESSAIRES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX _____	10
ARTICLE 28 :	PROVENANCE DES MATERIAUX _____	10
ARTICLE 29 :	CONTROLE DES MATERIAUX _____	11
ARTICLE 30 :	DISPOSITIONS DIVERSES _____	12
ARTICLE 31 :	CONDITION PARTICULIERES ET TACHES DU PERSONNEL _____	12
ARTICLE 32 :	PRODUITS DANGEREUX _____	12
ARTICLE 33 :	DEFINITION DES PRIX _____	12

**ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS**

**AVIS D'APPEL D'OFFRES
OUVERT SUR "OFFRES DE PRIX"
N°166/18/AOO**

Le **mercredi 24 octobre 2018** à **10h00 heures**, il sera procédé, dans la salle de réunion de la Direction Financière située près du bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres **sur offres de prix** concernant : **Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré contre récépissé et **paiement du prix d'acquisition des plans**, auprès de la Cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur). Ledit dossier, y compris la version numérique des plans, peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics **www.marchespublics.gov.ma** et à **titre indicatif** à partir de l'adresse électronique **www.onda.ma**.

Les plans imprimés sont disponibles à la Cellule Interface Achats contre paiement du prix de **7,00 DHS**.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **68 000,00 DHS**

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme TVA comprise de : **4 578 840,00 DHS**

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 06, 07, 08, 09, 10, 11, 12, 13 et 14 du règlement de la consultation du présent appel d'offres.

Les concurrents peuvent :

- 1) Soit déposer contre récépissé leurs plis à la cellule Interface Achats au Département des Achats situé au bâtiment de la Direction des Achats et de la Logistique (près de l'Aéroport Mohammed V-Nouasseur) au plus tard le **mercredi 24 octobre 2018** avant **9h30** ;
- 2) Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, à la cellule précitée ;
- 3) Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ci-dessous **ne sont pas admis**.

N.B : Une visite des lieux sera organisée au profit des concurrents intéressés le **jeudi 11 octobre 2018** à **10h00** à l'Aéroport de Laayoune (**Contact : 06 60 10 03 13**).

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



REGLEMENT DE CONSULTATION

Appel d'offres ouvert N° 166/18/AOO

**Travaux des aménagements extérieurs
du bâtiment d'accueil officiel à
l'aéroport de Laayoune**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE	3
ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS	3
ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES	3
ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE	3
ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIECES A FOURNIR	4
ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISoire	6
ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES	7
ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES	7
ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE	7
ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE	8
ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS	8
ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS	9
ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS	10
ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES	10
ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHE	10
ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES	10
ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION	11
ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES	11
ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS	11
CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES	13
ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR	1
ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE	1
ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT	1
ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)	1

CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 01 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

Le présent règlement concerne la consultation relative au projet : **Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**

ARTICLE 02 : MAITRE D'OUVRAGE

Le maître d'ouvrage est l'Office National des Aéroports (ONDA).

ARTICLE 03 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics de l'ONDA, dans le cadre des procédures prévues par le présent règlement de consultation, les personnes physiques ou morales qui répondent aux conditions de l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

ARTICLE 04 : CONTENU DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres comprend :

01. L'avis d'appel d'offres ;
02. Le présent règlement de consultation ;
03. Le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
04. Le modèle d'acte d'engagement ;
05. Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
06. Le modèle du bordereau des prix-détails estimatifs ;
07. Le modèle du bordereau des prix pour approvisionnements, le cas échéant ;
08. Le modèle du sous détail des prix, le cas échéant ;
09. Les plans et documents techniques, le cas échéant.
10. Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports, approuvé le 09 juillet 2014, téléchargeable sur le site de l'ONDA à l'adresse suivante : <http://www.onda.ma/Je-suis-Professionnel/Appels-d'offres/Règlementation-des-marchés-de-l'ONDA> ;

NB : Tout concurrent est tenu de prendre connaissance et d'examiner toutes les instructions, modèles et spécifications contenues dans les documents de la consultation.

Le concurrent assumera les risques de défaut de fourniture des renseignements exigés par les documents de la consultation ou de la présentation d'une offre non conforme, au regard, des exigences des documents de la consultation. Ces carences peuvent entraîner le rejet de son offre.

ARTICLE 05 : LANGUE DE L'OFFRE

L'offre préparée par le concurrent ainsi que toute correspondance et tout document concernant l'offre échangés entre le concurrent et l'ONDA doivent être rédigés en **LANGUE FRANÇAISE**.

Tout document imprimé fourni par le candidat peut être rédigé en une autre langue dès lors qu'il est accompagné d'une traduction en langue française par une

personne/autorité compétente, des passages intéressants l'offre. Dans ce cas et aux fins de l'interprétation de l'offre, la traduction française fait foi.

Seules les offres techniques peuvent être fournies en **LANGUE ANGLAISE**. Toutefois, en cas de besoin la Commission des Appels d'Offres peut demander, au concurrent et aux frais de ce dernier, la traduction des documents constituant l'offre technique en langue Française.

ARTICLE 06 : DOSSIERS DES CONCURRENTS ET LISTE DES PIÈCES A FOURNIR

Conformément aux articles 25, 27, 28, 29 et 30 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur, chaque concurrent est tenu de présenter les pièces suivantes :

A. Le dossier administratif : Pièces exigées

Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, tel que précisé au niveau de l'avis d'appel d'offres ; **Pour les groupements**, l'attestation de la caution personnelle et solidaire doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article **07** du présent règlement de consultation.
- A3.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

Pour les établissements publics :

- A1. Une déclaration sur l'honneur**, en un exemplaire unique, conformément au modèle joint au présent règlement de consultation.
- A2. Une copie du texte** l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- A3.** L'original du récépissé du **cautionnement provisoire** ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu ; **Pour les groupements**, le cautionnement doit être conforme à l'**ANNEXE II** tel que défini à l'article 14 du présent règlement de consultation.
- A4.** Pour les groupements, en plus des pièces citées ci-dessus, une copie légalisée de la **convention constitutive du groupement** prévue à l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur ;

B. Le complément du dossier administratif : Pièces exigées

Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- B1. Les pièces justifiant les pouvoirs** conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une **personne physique** agissant pour son propre compte :
 - Aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un **représentant**, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - Une copie conforme de la procuration **légalisée** lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;

- Un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
- L'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.

B2. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du **règlement des marchés de l'ONDA en vigueur**. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé;

B3. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux B2) et B3) ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

B4. Le certificat d'immatriculation au **registre de commerce** pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur;

NB : Pour les concurrents non installés au Maroc l'équivalent des attestations visées aux paragraphes **B2**, **B3** et **B4** ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

Pour les établissements publics :

B1. Une attestation fiscale ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'Administration compétente du lieu d'imposition certifiant qu'il est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 24 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur. Cette attestation, qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

B2. Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse nationale de Sécurité Sociale (**CNSS**) certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 24 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 Joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

NB : La validité des pièces prévus aux **B1** et **B2** ci-dessus est appréciée sur la base de leur date de production par rapport de la date du dépôt du complément administratif (cf. paragraphe 5 de l'article 40 du règlement des marchés de l'ONDA).

C. Le dossier technique :

Chaque concurrent est tenu de présenter un dossier technique composé des pièces détaillées dans les dispositions particulières ci-dessous (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

Lorsqu'il est prévu, au niveau des dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation), la présentation d'un certificat de qualification et de classification ou d'un certificat d'agrément. Ledit certificat tient lieu du dossier technique.

Pour les groupements, il y a lieu de se conformer aux dispositions de l'article 140 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur relatives au dossier technique.

D. Le dossier additif :

Il comprend toutes pièces complémentaires exigées par le présent règlement de consultation tel que détaillé dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de consultation).

E. Le cahier des prescriptions spéciales :

Paraphé et signé, en toutes les pages et sans réserves, par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet.

ARTICLE 07 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE

Chaque concurrent est tenu de produire un cautionnement provisoire, par un organisme marocain agréé, tel qu'indiqué sur l'avis d'appel d'offres, conformément au modèle en **ANNEXE II** du présent règlement de consultation.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter des conditions et/ou réserves de la part de la banque et/ou du soumissionnaire.

En cas de groupement, le cautionnement provisoire peut être souscrit sous l'une des formes suivantes :

1. Au nom collectif du groupement ;
2. Par un ou plusieurs membres du groupement pour la totalité du cautionnement ;
3. En partie par chaque membre du groupement de telle sorte que le montant du cautionnement soit souscrit en totalité.

NB : Dans les cas prévus aux 2) et 3) ci-dessus, **le récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire** en tenant lieu **doivent préciser la mention suivante :**

« Le présent cautionnement est délivré dans le cadre d'un groupement et, en cas de défaillance, le montant dudit cautionnement reste acquis au maître d'ouvrage abstraction faite du membre défaillant »

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'ONDA dans les cas prévus par :

- L'article 15 du CCAG EMO ;
- L'article 18 du CCAG Travaux ;
- L'article 40 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

ARTICLE 08 : OFFRES TECHNIQUES

Lorsque la présentation d'une offre technique est exigée conformément à l'article 28 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent fournir les pièces détaillées dans les dispositions particulières (**cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation**).

ARTICLE 09 : OFFRES COMPORTANT DES VARIANTES

Les offres variantes ne sont pas prévues pour le présent appel d'offres.

ARTICLE 10 : OFFRE FINANCIERE

L'offre financière comprend :

1. L'acte d'engagement, conformément à l'**ANNEXE III**, en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement doit être dûment rempli, et comportant **le relevé d'identité bancaire (RIB)**, est signé par le concurrent ou son représentant habilité, sans qu'un même représentant puisse représenter plus d'un concurrent à la fois pour le même appel d'offres.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 140 du règlement des marchés publics de l'ONDA, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de **procurations légalisées** pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

Cette dernière disposition est applicable également **s'il s'agit d'un appel d'offres alloti** dont le règlement de consultation prévoit un acte d'engagement pour chaque lot ; Abstraction faite de la répartition des lots entre les membres du groupement, qu'il soit conjoint ou solidaire.

Si le groupement est conjoint, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et **doit préciser** la ou les parties des prestations que chacun des membres du groupement conjoint s'engage à réaliser.

Si le groupement est solidaire, il doit présenter un acte d'engagement unique qui indique le montant total du marché et l'ensemble des prestations que les membres du groupement s'engagent solidairement à réaliser, cet acte d'engagement **peut**, le cas échéant, indiquer les prestations que chacun des membres s'engage à réaliser dans le cadre dudit marché

NB : Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en **chiffres** et en toutes **lettres**.

2. Le bordereau des prix-détail estimatif, conformément à l'**ANNEXE IV**. Les concurrents **ne doivent** pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

Conformément à l'article 27 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur :

- Les prix unitaires du bordereau des prix, du détail estimatif et ceux du bordereau des prix-détail estimatif et les prix forfaitaires du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre les prix unitaires du bordereau des prix et ceux du détail estimatif, les prix du bordereau des prix prévalent.
- En cas de discordance entre les montants totaux du bordereau du prix global et ceux de la décomposition du montant global, le montant total la décomposition du montant global prévaut.
- Les montants totaux du bordereau des prix-détail estimatif, du bordereau du prix global et de la décomposition du montant global **doivent être libellés en chiffres**.
- En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement, et de celui du détail estimatif, du bordereau des prix-détail estimatif ou du bordereau du prix global, selon le cas, le montant de ces derniers documents est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

3. Le sous détail des prix, le cas échéant.

4. Le bordereau des prix pour approvisionnements, lorsqu'il est prévu par le cahier de prescriptions spéciales.

ARTICLE 11 : MONNAIE DE L'OFFRE

Les offres financières doivent être exprimées, en Dirhams marocains (**MAD**). Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre peut être exprimée strictement dans la(es) monnaie(s) suivante(s) :

- **MAD** : Dirhams marocains
- **EUR** : Euros
- **USD** : Dollars américains

Les offres exprimées en monnaies étrangères (EUR/USD) seront, pour les besoins d'évaluation et de comparaison, converties en Dirham. Cette conversion s'effectue sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur, du premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis, donné par Bank Al-Maghrib.

NB : Les concurrents ne doivent pas proposer plusieurs prix en monnaies différentes pour une même ligne figurant au niveau du bordereau des prix-détail estimatif.

ARTICLE 12 : PRESENTATION DES DOSSIERS DES CONCURRENTS

Le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans **un pli fermé** portant les mentions suivantes :

- | |
|--|
| <ul style="list-style-type: none">- Le nom et l'adresse du concurrent ;- L'objet du marché et, éventuellement, l'indication du ou des lots en cas de marché alloti;- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;- L'avertissement que "le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis". |
|--|

Ce pli contient :

1. Lorsque l'offre technique n'est pas exigée, **Deux (02) enveloppes** distinctes :

- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant ;
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
2. **Lorsque l'offre technique est exigée, Trois (03) enveloppes** distinctes :
- a. **La première enveloppe** doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**dossiers administratif et technique**", contient :
 1. Les pièces du **dossier administratif** (Article 6 § A);
 2. Les pièces du **dossier technique** (Article 6 § C) ;
 3. Les pièces du **dossier additif** (Article 6 § D), le cas échéant.
 4. Le **cahier des prescriptions spéciales** (Article 6 § E).
 - b. **La deuxième enveloppe** contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre financière**" ;
 - c. **La troisième enveloppe** contient l'offre technique. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention "**offre technique**".

Toutes les **enveloppes** visées ci-dessus doivent indiquer de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché et, le cas échéant, l'indication du ou des lots concernés ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

NB : Lorsque l'appel d'offres est alloti :

- Le concurrent peut participer à un ou plusieurs lots ;
- Le concurrent doit présenter **les offres techniques et financières** séparément **pour chaque lot**.

ARTICLE 13 : DEPOT DES OFFRES DES CONCURRENTS

1. Dépôt des échantillons, prospectus, notices ou autres documents techniques

Lorsque le dépôt d'échantillons et/ou la présentation de prospectus, notices ou autres documents techniques est exigé, conformément à l'article 34 du règlement des marchés de l'ONDA, les concurrents doivent déposer les échantillons/documents détaillés dans les dispositions particulières (cf. chapitre 2 du présent règlement de la consultation), dans les conditions fixées au niveau de l'avis d'appel d'offres.

2. Dépôt des plis

Les plis des concurrents doivent être déposés dans les conditions fixées dans l'avis d'appel d'offres du présent dossier d'appel d'offres.

3. Dépôt des plis complémentaires

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, suite à la lettre de la commission d'appel d'offres, doit être soit déposé,

contre récépissé, dans le bureau du maître d'ouvrage indiqué dans cette lettre, soit envoyé, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité. Les plis déposés ou reçus postérieurement au délai fixé dans cette lettre **ne sont pas admis**.

ARTICLE 14 : RETRAIT DES OFFRES DES CONCURRENTS

Tout pli, échantillon, document technique, prospectus ou autre document déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et à l'heure fixés pour la séance d'ouverture des plis.

Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au maître d'ouvrage.

Les concurrents ayant retiré leurs plis, échantillons, documents techniques, prospectus ou autres documents peuvent les présenter de nouveau dans les conditions prévues par le présent règlement de consultation.

ARTICLE 15 : EXAMEN ET EVALUATION DES OFFRES

Les offres des concurrents sont examinées et évaluées dans les conditions fixées, notamment, dans articles **36, 37, 38, 39, 40, 41 et 42** du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres alloti, la commission procède pour l'attribution des lots à l'ouverture, l'examen des offres de chaque lot et l'attribution des lots, lot par lot, dans l'ordre de leur énumération dans le dossier d'appel d'offres.

L'adjudication d'un lot n'est pas conditionnée par l'adjudication de l'un ou des autres lots quelle que soit leur énumération dans le dossier d'appel d'offres, sauf stipulations contraires dans les dispositions particulière du présent règlement de consultation. Par conséquent, l'ouverture des plis d'un lot peut être effectuée par la commission même si le lot précédent dans l'appel d'offres n'est pas encore adjugé.

ARTICLE 16 : CRITERES D'ADMISSIBILITE DES CONCURRENTS ET D'ATTRIBUTION DU MARCHÉ

Les critères d'admissibilité des concurrents sont détaillés dans les dispositions particulières (chapitre 2 du présent règlement de la consultation).

ARTICLE 17 : RESULTATS DEFINITIFS DE L'APPEL D'OFFRES

Le maître d'ouvrage informe le concurrent attributaire du marché de l'acceptation de son offre par lettre recommandée avec accusé de réception ou par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine. Cette lettre est adressée dans un délai de cinq (05) jours ouvrables au maximum à compter du lendemain de la date d'achèvement des travaux de la commission.

Dans le même délai, il avise également les concurrents éliminés du rejet de leurs offres, en leur indiquant les motifs de leur éviction, par **lettre recommandée avec accusé de réception** ou par **fax confirmé** ou par **tout autre moyen de communication donnant date certaine**. Cette lettre peut être accompagnée des pièces de leurs dossiers.

Les échantillons ou prototypes, le cas échéant, ils sont restitués, après achèvement du délai de réclamation auprès du maître d'ouvrage, aux concurrents éliminés contre décharge.

ARTICLE 18 : DELAI DE VALIDITE DES OFFRES ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION

Les concurrents restent engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours, à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Ce délai peut être prorogé dans les conditions prévues aux articles 33 et 136 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur.

Toutefois, la signature du marché par l'attributaire vaut le maintien de son offre.

ARTICLE 19 : ANNULATION D'UN APPEL D'OFFRES

L'autorité compétente (ONDA) peut, sans de ce fait encourir aucune responsabilité à l'égard des concurrents et quel que soit le stade de la procédure pour la conclusion du marché, annuler l'appel d'offres. Cette annulation intervient dans les cas suivants :

1. Lorsque les données économiques ou techniques des prestations objet de l'appel d'offres ont été fondamentalement modifiées ;
2. Lorsque des circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'assurer l'exécution normale du marché ;
3. Lorsque les offres reçues dépassent les crédits budgétaires alloués au marché ;
4. Lorsqu'un vice de procédure a été décelé ;
5. En cas de réclamation fondée d'un concurrent **sous réserve** des dispositions de l'article 152 du règlement des marchés de l'ONDA en vigueur;

En cas d'annulation d'un appel d'offres dans les conditions prévues ci-dessus, les concurrents ou l'attributaire du marché ne peuvent prétendre à indemnité.

ARTICLE 20 : INFORMATION, DEMANDE D'ECLAIRCISSEMENT ET RECLAMATIONS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, **par courrier** porté avec accusé de réception, **par lettre recommandée** avec accusé de réception ou par **voie électronique** de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents, **exclusivement**, aux coordonnées suivantes :



Adresse : Département des Achats
Office National des Aéroports
Aéroport Mohammed V – Nouasseur



Boîte postale : BP 52, Aéroport Mohammed V – Nouasseur



E-mail : achats@onda.ma

NB : Cette demande **n'est recevable que** si elle parvient au maître d'ouvrage au moins **sept (7) jours** avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Les réclamations des concurrents doivent être formulées dans les conditions fixées par l'article 152 du règlement des marchés publics de l'ONDA.

En effet, les réclamations des concurrents doivent être introduites **à partir de la date de la publication** de l'avis d'appel à la concurrence et **au plus tard cinq (05) jours** après l'affichage du résultat du présent appel d'offres.

Toutefois, la réclamation du concurrent pour contester les motifs d'éviction, doit intervenir **à compter de la date de réception** de la lettre d'éviction et **au plus tard dans les cinq (05) jours suivants**.

CHAPITRE 2 : DISPOSITIONS PARTICULIERES

Article 1 : Objet de l'appel d'offres

Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune

Article 06 § C : Liste des pièces exigées pour le dossier technique

Pour les concurrents résidents :

il est exigé des concurrents, la production de la copie certifiée conforme à l'original des certificats de qualification et de classification dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

Secteur	Qualification	Classe
V	V1	1

Pour les concurrents non-résidents au Maroc dispensés du certificat de qualification et de classification :

C1. Une note indiquant **les moyens humains et techniques** du concurrent et mentionnant éventuellement,

- La date,
- Le lieu,
- La nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.

C2. Fournir au moins **deux (2) attestations de référence originales** ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté les prestations objet desdites attestations. Chaque attestation précise notamment :

- La nature des prestations ;
- Leur montant ;
- Le nom et la qualité du signataire et son appréciation.
- L'année de réalisation (**Durant les cinq dernières années**);

Article 06 § D : Liste des pièces exigées pour le dossier additif

Aucun dossier additif n'est exigé.

Article 08 : Liste des pièces exigées pour l'offre technique

Le concurrent doit fournir :

- **Une proposition** bien détaillée et illustrée par des photos réelles des arbres, arbustes et plantes **d'aménagement des espaces verts** en se basant sur le plan de masse fourni par le maître d'ouvrage et en respectant les articles du présent appel d'offres ;
- L'offre technique sur DVD-ROM.

Article 16 : Critères d'admissibilité des concurrents et d'attribution du marché

Le seul critère d'attribution, après admission, est l'**offre la moins-disante**.

ANNEXE I : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Déclaration sur l'honneur

- Référence de l'appel d'offres : **166/18/AOO**
- Mode de passation : **Appel d'offres Ouvert**
- Objet du marché : **Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**

A – Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)
 Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (1)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (1)
- N° de patente..... (1)
- N° du compte courant postal/bancaire ou à la TGR.....(RIB)

B - Si le concurrent est une personnes morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)
 numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(1)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(1)
- N° de patente.....(1)
- N° du compte courant postal-bancaire ou à la TGR.....(RIB)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés déclare sur l'honneur :

- 1) M'engager à couvrir, dans les limites fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
- 2) Que je remplit les conditions prévues à l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
- 3) Étant en redressement judiciaire j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à poursuivre l'exercice de mon activité (2) ;
- 4) M'engager, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - a) A m'assurer que les sous-traitants remplissent également les conditions prévues par l'article 24 du règlement des marchés publics de l'ONDA ;
 - b) Que celle-ci ne peut dépasser 50 % du montant du marché, ni porter sur les prestations constituant le lot ou le corps d'état principal prévues dans le cahier des prescriptions spéciales, ni sur celles que le maître d'ouvrage a prévu dans ledit cahier ;
- 5) M'engager à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption de personnes qui interviennent à quelque titre que ce soit dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du présent marché.

- 6) M'engager à ne pas faire, par moi-même ou par personnes interposées, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion du présent marché.
- 7) Attester que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêt tel que prévu à l'article 151 du règlement des marchés publics de l'ONDA.
- 8) Certifier l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature.
- 9) Reconnaître avoir pris connaissance des sanctions prévues par l'article 142 du règlement des marchés publics de l'ONDA, relatives à l'inexactitude de la déclaration sur l'honneur.

Fait à.....le.....

Signature et cachet du concurrent

(1) pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence aux documents équivalents lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine ou de provenance.

(2) à supprimer le cas échéant.

NB : Pour les groupements, chaque membre du groupement doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.

ANNEXE II : MODELE CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE**Constitution d'une caution personnelle et solidaire
au titre du cautionnement provisoire**

Nous soussignés, (**nom de la banque, raison sociale, domicile, tél et fax du siège social et de l'agence**), ayant décision d'agrément délivrée par le Ministre de l'Economie et des Finances **sous n°**en date du.....,

Représentée par : **[Nom(s), prénom(s) et qualité(s)]**

(Ci-après le « **Banque** ») Déclarons par le présent acte nous porter caution personnelle et solidaire sur ordre et pour :

- a) La société.....(Dénomination de la société) **(1)**
- b) La société.....(Dénomination de la société), **pour sa partie dans le groupement (1)**
- c) La société.....(Dénomination de la société) **pour le compte du Groupement de sociétés**.....(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- d) Le Groupement(Dénominations des sociétés membres du groupement) **(1)**
- e) Monsieur/Madame.....(Nom & Prénom de la **personne physique**) **(1)**

(Ci-après le « **Soumissionnaire** ») pour le montant du cautionnement provisoire de
(Montant en chiffres et en lettres), auquel est assujéti le soumissionnaire au profit de l'Office National Des Aéroports (ONDA) (Ci-après le « **Bénéficiaire** ») dans le cadre de l'appel d'offres ouvert n° 166/18/AOO relatif à « Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune » (Ajouter le numéro et objet du lot, le cas échéant).

Nous nous engageons, par la présente, de façon inconditionnelle et irrévocable en qualité de Garant (la banque), à payer sans délai au Bénéficiaire, à sa première demande et sans s'opposer au paiement pour quelque motif que ce soit, toute somme que celui-ci pourrait réclamer au Débiteur à concurrence du montant sus-indiqué.

[En cas de défaillance d'un membre du Groupement, le montant dudit cautionnement reste acquis à l'ONDA abstraction faite du membre défaillant dudit Groupement] **(2)**.

La présente garantie est régie par le droit marocain et tous litiges relatifs à l'existence, la validité, l'interprétation ou l'exécution de la présente garantie seront soumis aux tribunaux compétents dans le ressort territorial de Casablanca (Maroc).

Fait à(ville)

le,.....(jj/mm/aaaa)

(1) Supprimer les paragraphes inutiles ;

(2) Mention à préciser obligatoirement en cas de groupement b), c) et d) ci-haut.

NB : Le cautionnement ne doit pas être limité dans le temps, ni comporter d'autres conditions et/ou réserves de la part de la banque ou du soumissionnaire.

ANNEXE III : MODELE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Acte d'engagement

Appel d'offres ouvert sur offres des prix n° **166/18/AOO** du **mercredi 24 octobre 2018**.

A - Partie réservée à l'ONDA

Objet du marché : **Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**, passé en application des dispositions de l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17 du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

B - Partie réservée au concurrent

a) Si le concurrent est une personne physique

Je, soussigné :(prénom, nom et qualité)

Numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

Agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

- Adresse du domicile élu :
- Affilié à la CNSS sous le n° : (2)
- Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n° (2)
- N° de patente..... (2)

b) Si le concurrent est une personne morale

Je, soussigné(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise)

numéro de tél.....numéro du fax.....adresse électronique.....

- Agissant au nom et pour le compte de..... (raison sociale et forme juridique de la société) au capital de :
- Adresse du siège social de la société :
- Adresse du domicile élu.....
- Affiliée à la CNSS sous le n°.....(2)
- Inscrite au registre du commerce.....localité) sous le n°.....(2)
- N° de patente.....(2)(3)

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés :

Après avoir pris connaissance du dossier de consultation concernant les prestations précisées en objet de la partie A ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

- Remets, revêtu (s) de ma signature un bordereau de prix, un détail estimatif et/ou la décomposition du montant global) établi (s) conformément aux modèles figurant au dossier de consultation ;
- M'engage à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai établis moi-même, lesquels font ressortir :
 - Montant hors T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Taux de la T.V.A. : **20%** ;
 - Montant de la T.V.A. : (en chiffres et en lettres) ;
 - Montant T.V.A. comprise : (en chiffres et en lettres).

L'Office National des Aéroports se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (à la trésorerie générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à (localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait à.....le.....
(Signature et cachet du concurrent)

- 1) Lorsqu'il s'agit d'un groupement, ses membres doivent :
 - a) Mettre : «Nous, soussignés..... nous obligeons conjointement/ou solidairement (choisir la mention adéquate et ajouter au reste de l'acte d'engagement les rectifications grammaticales correspondantes) ;
 - b) Ajouter l'alinéa suivant : « désignons..... (prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ».
 - c) **Préciser la ou les parties** des prestations que chacun des membres du groupement s'engage à réaliser **pour le groupement conjoint** et éventuellement pour le groupement solidaire (optionnelle).
- 2) Pour les concurrents non installés au Maroc, préciser la référence des documents équivalents et lorsque ces documents ne sont pas délivrés par leur pays d'origine, la référence à la déclaration délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.
- 3) Ces mentions ne concernent que les personnes assujetties à cette obligation.

ANNEXE IV : MODELE BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF (BDP-DE)**AO N° : 166/18/AOO****Objet : Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**

N°	DESCRIPTION DES OUVRAGES	UDM	Quantité (A)	PU Hors TVA en chiffres (B)	PT Hors TVA en chiffres (C) = (A X B)
1	Travaux de préparation de terrain	F	1		
2	Terre végétale	m3	3 300		
3	Travaux d'engazonnement	m²	10 300		
4	Fourniture et plantation de Washingtonia robusta 5m de hauteur	U	30		
5	Fourniture et plantation de Washingtonia robusta 3 - 3,5m de hauteur	U	80		
6	Fourniture et plantation de Phoenix dactylefera 3 - 3,5m de hauteur	U	35		
7	Fourniture et plantation de Chamoerops humilis en touffe 1,5 m de hauteur	U	40		
8	Fourniture et plantation de Stereliza Regina (H:de 0,60 m)	U	500		
9	Fourniture et plantation de Phormium tenax	U	500		
10	Fourniture et plantation de Rosiers polyantha de couleurs variés	U	5 000		
11	Fourniture et plantation de Gazania de couleurs variés	U	1 500		
12	Fourniture et plantation de Lavondula multifida en touffe	U	1 500		
13	Fourniture et plantation de Fustica glauca en touffe	U	1 200		
14	Fourniture et plantation des Aloès variés	U	200		
15	Fourniture et plantation de Pachypodium	U	35		
16	Fourniture et plantation de Cactus variés	U	760		
17	Recouvrement décoratif du terrain	F	1		
18	Fourniture et mise en place des pots	U	25		
19	Portail métallique coulissant	U	2		

20	Peinture et ferronnerie du mur de cloture	ml	520		
21	Revêtement en pierre de Taza grise	m ²	190		
22	Caniveau en pierre de taza grise perforée	ml	50		
23	Poteau d'incendie	U	7		
24	Canalisation en PVC série assainissement de diamètre 300 mm.	ml	502		
25	Bouche d'égout à grille	U	9		
26	Bouche d'égout à avaloir	U	27		
27	Regard 60*60	U	15		
28	chambre de tirage 100*100	U	4		
29	Cuvelage de la Bâche à eau	m ²	310		
30	Carrelage de la Bâche à eau	m ²	480		
31	Panneaux de direction et de localisation	m ²	26		
32	Panneaux d'indication	U	5		
33	Panneaux de police à LED solaire	U	12		
34	Spot étanche pour fontaine	U	4		
Total Hors TVA					
TVA 20%					
TOTAL TVA comprise					

ROYAUME DU MAROC
OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS



CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

Appel d'offres ouvert N° 166/18/AOO

**Travaux des aménagements extérieurs du
bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de
Laayoune**

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES	4
ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHE	4
ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHE	4
ARTICLE 03 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER	4
ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GENERAUX	4
ARTICLE 06 : RESILIATION	5
ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE	5
ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS	5
ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE	5
ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION	5
ARTICLE 11 : NANTISSEMENT	5
ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE	6
CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES	7
ARTICLE 13 : MAITRE D'ŒUVRE	7
ARTICLE 14 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX	7
ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE	7
ARTICLE 16 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX	7
ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE	7
ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX	8
ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT	8
ARTICLE 20 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHE	8
ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD	8
ARTICLE 22 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT	8
ARTICLE 23 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX	9
ARTICLE 24 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES	9
ARTICLE 25 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER	9
ARTICLE 26 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL	9
ARTICLE 27 : LISTE DU MATERIEL NECESSAIRES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX	10
ARTICLE 28 : PROVENANCE DES MATERIAUX	10
ARTICLE 29 : CONTROLE DES MATERIAUX	11
ARTICLE 30 : DISPOSITIONS DIVERSES	12
ARTICLE 31 : CONDITION PARTICULIERES ET TACHES DU PERSONNEL	12
ARTICLE 32 : PRODUITS DANGEREUX	12
ARTICLE 33 : DEFINITION DES PRIX	12

ENTRE :

L'OFFICE NATIONAL DES AEROPORTS, désigné ci-après, par le sigle « O.N.D.A », représenté par son Directeur Général, faisant élection de domicile à l'Aéroport Mohammed V - Nouasseur.

d'une part

ET :

(Titulaire)

Faisant élection de domicile à

Inscrite au Registre de Commerce de

sous le n°

Affiliée à la CNSS sous le n°

Représentée par _____ en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés,

D'autre part,

CHAPITRE 1 : CLAUSES ADMINISTRATIVES

ARTICLE 01 : OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet : **Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à l'aéroport de Laayoune**, tel que décrits dans le Chapitre 2 (clauses techniques) du présent Cahier des Prescriptions Spéciales et les plans guides ci-joints.

ARTICLE 02 : MODE DE PASSATION DU MARCHÉ

Le présent marché est passé en application des dispositions de **l'alinéa 2, paragraphe 1 de l'article 16 et de l'alinéa 3, paragraphe 3 de l'article 17** du règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports en vigueur.

ARTICLE 03 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du présent marché sont :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le présent cahier des prescriptions spéciales (CPS) ;
- 3) Le Bordereau Des Prix – Détail Estimatif : (BDP-DE) ;
- 4) Les pièces constitutives de l'offre technique ;
- 5) Les plans guides ;
- 6) Le CCAG-T.

ARTICLE 04 : CONNAISSANCE DU DOSSIER

Les spécifications et les prescriptions techniques relatives aux prestations à réaliser sont contenues dans le présent marché, l'entrepreneur déclare :

- Avoir pris pleine connaissance de l'ensemble des prestations ;
- Avoir fait préciser tous points susceptibles de contestations ;
- Avoir fait tous calculs et sous détails ;
- N'avoir rien laissé au hasard pour déterminer le prix de chaque nature de prestations présentées par elle et pouvant donner lieu à discussion.
- Avoir apprécié toutes les difficultés qui pourraient se présenter lors de l'exécution des prestations objet du marché et pour lesquelles aucune réclamation ne sera prise en considération

ARTICLE 05 : REFERENCES AUX TEXTES GÉNÉRAUX

Le présent marché est soumis aux prescriptions relatives aux marchés publics notamment celles définies par :

- Le règlement relatif aux marchés publics de l'Office National des Aéroports approuvé le 09 Juillet 2014 et la décision de son amendement réf 01/RM/2015 du 02 avril 2015 ;
- Le décret N° 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 Mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales, applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat;
- Tous les textes législatifs et réglementaires concernant l'emploi et les salaires de la main d'œuvre ;

- Les lois et règlements en vigueur au Maroc à la date de la signature du présent contrat.

Bien que non jointes au présent CPS, le titulaire est réputé connaître tous textes ou documents techniques applicables au présent marché. Le concurrent ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de toute la réglementation intéressant les prestations en question.

ARTICLE 06 : RESILIATION

Dans le cas où le titulaire aurait une activité insuffisante ou en cas de la non-exécution des clauses du présent marché, l'Office National Des Aéroports le mettrait en demeure de satisfaire à ses obligations, si la cause qui a provoqué la mise en demeure subsiste, le marché pourra être résilié sans aucune indemnité sous peine d'appliquer les mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

L'ONDA se réserve le droit de résilier le marché dans le cas de modifications importantes ne pouvant être prises en charge dans le cadre du présent marché conformément à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 07 : DOMICILE DU PRESTATAIRE

Le prestataire doit élire son domicile dans les conditions fixées par l'article 20 du CCAG-T.

ARTICLE 08 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

Tout litige entre l'Office National Des Aéroports et le prestataire sera soumis aux tribunaux de Casablanca statuant en matière administrative.

ARTICLE 09 : CAS DE FORCE MAJEURE

En cas de survenance d'un événement de force majeure, les dispositions applicables sont celles définies par l'article 47 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 10 : ENTREE EN VIGUEUR ET APPROBATION

L'entrée en vigueur du présent marché interviendra après son approbation par l'autorité compétente, le visa du Contrôleur d'Etat si le visa est requis et la notification au titulaire.

ARTICLE 11 : NANTISSEMENT

En cas de nantissement, les dispositions applicables sont celles prévues par la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics promulguée par le Dahir n°1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015).

En vue de l'établissement de l'acte de nantissement, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur demande et sans frais, une copie du marché portant la mention « EXEMPLAIRE UNIQUE » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 4 de la loi n°112-13 susmentionnée.

Le responsable habilité à fournir au titulaire du marché ainsi qu'au bénéficiaire du nantissement ou de subrogation les renseignements et les états prévus à l'article 8 de la loi n° 112-13 est le Directeur Général de l'ONDA.

Le Directeur Général de l'ONDA et le Trésorier Payeur de l'ONDA sont seuls habilités à effectuer les paiements au nom de l'ONDA entre les mains du bénéficiaire du nantissement ou de la subrogation, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 12 : DROIT APPLICABLE

Le marché sera interprété conformément au droit Marocain

CHAPITRE 2 : CLAUSES TECHNIQUES

N.B : Les éventuels marques commerciales, références au catalogue, appellations, brevets, conception, types, origines ou producteurs particuliers mentionnés dans les clauses techniques sont données à titre indicatif. Le cas échéant, le prestataire peut les substituer par toute autre proposition ayant des caractéristiques équivalentes et qui présentent une performance et qualité égales ou supérieures à celles qui sont exigées.

ARTICLE 13 : MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre du présent marché est la **Direction des Infrastructures**.

ARTICLE 14 : NATURE DES PRESTATIONS ET REVISION DES PRIX

Le présent marché est un marché de travaux dont les prix seront révisibles selon la formule suivante :

$$P/Po = [0.15 + 0.85 (BAT6/BAT6o)]$$

P : étant le montant hors taxe révisé des travaux

Po : étant le montant initial hors taxe des travaux

P /Po : étant le coefficient de révision des prix.

Bat6o : est la valeur de l'index global bâtiment TCE au mois de la date limite de remise des offres

Bat6 : est la valeur de l'index global bâtiment TCE du mois de la date de l'exigibilité de la révision.

ARTICLE 15 : CAUTIONNEMENT DEFINITIF – RETENUE DE GARANTIE

a) Cautionnement : Le cautionnement définitif est fixé à Trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur conformément aux dispositions de l'article 15 du C.C.A.G.T

b) Retenue de garantie : Les Dispositions relatives à la retenue de garantie telles que définies aux articles 16 et 64 du C.C.A.G.T sont seules applicables.

Toutes les cautions présentées sous forme de cautions personnelles et solidaires doivent être émises par un organisme marocain agréé.

ARTICLE 16 : RECEPTION PROVISOIRE DES TRAVAUX

La réception provisoire des travaux sera signée par **les responsables habilités de l'ONDA** conformément aux dispositions définies par l'article 73 du C.C.A.G.T.

ARTICLE 17 : DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé à **douze mois (12)**. Durant la période de garantie, l'Entrepreneur est soumis aux dispositions arrêtées par l'article 75 du C.C.A.G.T

ARTICLE 18 : RECEPTION DEFINITIVE DES TRAVAUX

La réception définitive des travaux sera prononcée **douze mois (12)** après la date du procès-verbal de la réception provisoire et signée par la Direction des Infrastructures conformément aux dispositions définies par l'article 76 du C.C.A.G.T.

Un procès-verbal sera établi par le maître d'ouvrage si tous les travaux et prestations seront jugés conformes et ne soulèveront pas de réserve technique.

ARTICLE 19 : MODE DE PAIEMENT

L'ONDA se libérera des sommes dues en exécution du présent marché en faisant donner crédit au compte ouvert au nom du prestataire indiqué sur l'acte d'engagement.

Le paiement des sommes dues est effectué dans un délai maximum de quatre-vingt-dix jours (90) à compter de la date de réception des prestations demandées sur présentation de factures en cinq exemplaires

ARTICLE 20 : DELAI D'EXECUTION DU MARCHÉ

Le délai d'exécution du présent marché est fixé à **deux (2) mois** à compter de la date de l'ordre de service prescrivant le commencement des travaux.

ARTICLE 21 : PENALITES POUR RETARD

A défaut par l'Entrepreneur d'avoir exécuté à temps le marché ou d'avoir respecté tout planning ou délai prévu par le présent marché, il lui sera appliqué sans préjudice de l'application des mesures prévues par les articles 79 et 80 du CCAGT, une pénalité de **cinq pour mille (5 ‰)** du montant initial du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux, par jour de retard,

- 1- **En cas de retard dans l'exécution des travaux :** Par application de l'article 65 du CCAGT la pénalité est plafonnée à huit pour Cent (8 %) du montant du marché, éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux ; au-delà de ce plafond, l'O.N.D.A. se réserve le droit de procéder à la résiliation du marché sans préjudice des mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 C.C.A.G.T.
- 2- **En cas de retard dans la remise des documents ou rapports :** Par application de l'article 66 du CCAGT la pénalité est plafonnée à deux pour Cent (2 %) du montant du marché éventuellement majoré par les montants correspondants aux travaux supplémentaires et à l'augmentation dans la masse des travaux.

Les sommes concernant les pénalités seront déduites des décomptes de l'entrepreneur sans qu'il ne soit nécessaire d'une mise en demeure préalable.

ARTICLE 22 : AGREMENT DU PERSONNEL EMPLOYE SUR L'AEROPORT

L'Entrepreneur sera tenu de respecter les règles de protection du secret, d'exécuter les avis et de soumettre tout son personnel au contrôle du service de sécurité de l'Aéroport.

Dix jours (10 j) calendaires à dater du lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux et avant tout commencement, il devra remettre au service de sécurité de l'Aéroport les demandes d'enquêtes réglementaires pour son personnel de direction et la liste du personnel pour contrôle.

En outre, l'Entrepreneur est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution et documents divers qui lui seront remis par l'Office National Des Aéroports, en vue de l'exécution des travaux ou pour toutes autres causes.

L'Entrepreneur devra conserver le secret absolu non seulement sur l'ensemble des documents qui lui seront communiqués, mais aussi sur les faits ou renseignements, qui seraient occasionnellement portés à sa connaissance en raison de l'exécution des travaux.

ARTICLE 23 : PRESENCE DE L'ENTREPRENEUR SUR LES LIEUX DES TRAVAUX

En ce qui concerne la présence de l'Entrepreneur sur les lieux des travaux, celui-ci doit se conformer aux conditions fixées par l'article 21 du C.C.A.G.T

ARTICLE 24 : SUJETIONS RESULTANT DE L'EXECUTION SIMULTANEE DE TRAVAUX INTERESSANT LES DIFFERENTS CORPS D'ETAT ET ENTREPRISES VOISINES

L'entrepreneur ne pourra présenter aucune réclamation en raison de l'exécution simultanée de travaux par d'autres corps d'état ou de gênes éventuelles qui pourraient en résulter pour ses propres travaux.

Il devra au contraire, faciliter, dans toute la mesure du possible, la tâche aux autres entreprises et faire tous ses efforts dans le sens d'une bonne coordination de l'ensemble des corps d'état.

L'entrepreneur ne pourra pas non plus présenter de réclamation pour les sujétions qui pourraient lui être imposées par l'exécution simultanée d'autres travaux dans le voisinage.

ARTICLE 25 : ORGANISATION ET POLICE DE CHANTIER

L'entrepreneur est tenu de respecter les consignes et ordres qui lui sont donnés par le maître d'ouvrage pour la police de chantier ; il assure à ses frais l'exécution des mesures prescrites par les autorités compétentes et demeure responsable de tous les dommages résultant du mode d'organisation du chantier et ce conformément à l'article 28 du C.C.A.G.T

ARTICLE 26 : COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du prestataire devra faire preuve d'une discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et du personnel.

Le prestataire s'engage sur une simple demande écrite de l'ONDA, à prendre les mesures disciplinaires à l'encontre du personnel ayant fait l'objet d'une remarque et à son remplacement éventuel.

ARTICLE 27 : LISTE DU MATERIEL NECESSAIRES POUR LA REALISATION DES TRAVAUX

Le prestataire doit fournir à chaque fois que les responsables du suivi du présent marché le lui demandent : **la liste, le nombre et les fiches techniques du matériel, des consommables et produits qui vont lui servir pour l'exercice des travaux du présent marché.**

LISTE DU MATERIEL :

Désignation	Quantité
• Tracteur à l'état neuf	01
• camionnette pour le ramassage des déchets	01
• Giro broyeur pour les opérations de désherbage	01
• 01 Citerne d'eau de 2 tonnes	01
• Tondeuses à gazon autotractées neuves	03
• Débroussailleuses à essence portées à disque ;	03
• Débroussailleuses à essence portées à fil	03
• Souffleurs aspirateurs	02
• Cisailles.	10
• Pioches.	10
• Pelles.	10
• Râpeaux.	10
• Tuyaux d'arrosage.	300 ML
• Asperseurs.	10
• Binettes.	10
• Serfouettes	10
• Houes.	10
• Tronçonneuses.	02
• Echelles 8 m, 6 m et 4 m.	03
• Perche palmier	02
• motoculteur charrue	01

ARTICLE 28 : PROVENANCE DES MATERIAUX

Tous les matériaux, matières et produits utilisés dans la construction des ouvrages faisant l'objet du présent marché proviendront de carrières ou d'usines validées par le Maître d'ouvrage. L'Entrepreneur ne peut, en aucun cas, se prévaloir de l'éviction par le Maître d'ouvrage de fournisseurs ou sous-traitants pour demander une majoration quelconque sur le prix de la fourniture.

Chaque espèce de matériaux doit satisfaire aux normes marocaines en vigueur à la signature du Marché ou à défaut, aux normes internationales.

Le Maître d'ouvrage peut effectuer tous les essais qu'il estime nécessaires pour vérifier que les matériaux ou les produits utilisés sont conformes aux spécifications imposées.

L'Entrepreneur est tenu d'éloigner du chantier, à ses frais, en un lieu validé par le Maître d'ouvrage les matériaux ne satisfaisant pas aux conditions ci-dessus.

Le Maître d'ouvrage est seul compétent pour juger de la qualité des matériaux et décider de leur lieu d'emploi. En particulier le lieu de provenance des matériaux ne peut en aucune façon laisser préjuger de leur qualité.

L'entrepreneur est dans l'obligation de produire à chaque livraison les pièces justifiant la provenance des matériaux approvisionnés (bons de livraison ou factures) et ce conformément aux dispositions des normes en vigueur.

Pour ce qui est des plantes, elles seront préalablement sélectionnées à la pépinière, transportées et livrées à pied d'œuvre par l'entrepreneur.

Il en sera de même pour toutes les fournitures, intrants, produits de traitement, matériel d'arrosage, outillage divers, etc.

ARTICLE 29 : CONTROLE DES MATERIAUX

L'Entrepreneur est responsable de la bonne qualité des matériaux, matières et produits.

Tous les essais nécessaires pour justifier de leur conformité sont exécutés par ses soins et à ses frais par des laboratoires agréés.

La sélection des échantillons est effectuée par l'Entrepreneur en présence du Maître d'ouvrage qui en recevra un procès-verbal. Le Maître d'ouvrage se réserve la possibilité de fixer lui-même le choix de certains échantillons sans que cela ne donne lieu à réclamation de la part de l'Entrepreneur.

Pour tous les matériaux utilisés dans les ouvrages, les essais effectués pour juger des qualités de ces matériaux sont validés par le Maître d'ouvrage et conformes aux normes précisées à l'article II-1, ci-dessus, même si celles-ci ne sont pas indiquées explicitement dans le présent marché. Quand ces normes font défaut, le Maître d'ouvrage en fixe d'autres appropriées au type de matériau ou de procédé à utiliser.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de contrôler tous les chantiers, ateliers et magasins de l'Entrepreneur et de ses fournisseurs pour la fabrication comme pour le stockage et transport de tous les matériaux. A cet effet, il peut nommer des agents spéciaux ou s'y faire représenter par des organismes de contrôle de son choix.

Pendant toute la période de construction, l'Entrepreneur donnera toutes facilités aux représentants dûment habilités du Maître d'ouvrage pour permettre le contrôle complet des matériaux, ainsi que pour effectuer tous essais sur ceux-ci.

L'Entrepreneur et les fournisseurs doivent remettre gratuitement toutes les quantités requises pour les essais qui s'avèreraient nécessaires.

Le Maître d'ouvrage se réserve le droit de prélever à tout moment des échantillons de tous les matériaux destinés à être incorporés dans les ouvrages, afin de procéder à des essais de contrôle inopinés.

Les contrôles ne diminuent en rien la responsabilité de l'Entrepreneur quant à la bonne qualité des matériaux, matières et produits.

Les matériaux ne répondant pas aux exigences, sont automatiquement refusés et doivent être immédiatement évacués par les soins de l'Entrepreneur et à ses frais hors du chantier en des lieux validés par le Maître d'ouvrage.

ARTICLE 30 : DISPOSITIONS DIVERSES

Ce descriptif est donné à titre indicatif ; les moyens décrits dans le présent CPS ne sont pas limitatifs et le prestataire est tenu de doter le site en matériels et produits de première qualité pour l'entretien des espaces verts à l'aéroport.

En tout état de cause, le titulaire doit disposer de matériel en qualité suffisante et quantité adaptée aux besoins et obligations fixées au marché.

Le stockage du matériel et des produits devra être effectué dans les locaux prévus à cet effet. Aucun matériel ou produit ne devra être abandonné en dehors des emplacements autorisés ou laissé sans rangement après chaque intervention.

ARTICLE 31 : CONDITION PARTICULIERES ET TACHES DU PERSONNEL

Le titulaire devra se conformer aux prescriptions ci-après :

1. Prendre les dispositions nécessaires pour assurer les prestations objet du marché en cas d'arrêt de travail de son personnel ;
2. Assurer le respect des consignes et règlements de sécurité et du maintien en état de propreté des matériels et installations de l'aéroport, des règlements d'hygiène et des consignes donnés par les services de l'aéroport ;
3. Le titulaire doit, en cas de constatation d'anomalie ayant une incidence sur la sécurité des personnes et des biens, avertir immédiatement les responsables du Terminal ;

ARTICLE 32 : PRODUITS DANGEREUX

Le prestataire s'abstiendra d'utiliser des produits dangereux si ceux-ci ne sont pas normalement usités dans la profession, et dans tous les cas prendra les précautions nécessaires en cas de leur emploi.

Les produits doivent être livrés dans des emballages conformes.

Les conditionnements porteront les indications suivantes :

- La dénomination du produit ;
- La nature précise du produit ;
- La date de fabrication ;
- La date péremption ;
- La composition du produit ;
- Les consignes de sécurité.

Si les fournitures livrées s'avèrent défectueuses ou ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le responsable de l'aéroport peut mettre en demeure le titulaire de remplacer les produits dans un délai de 48 heures maximum.

Les produits et fournitures, objet du présent marché, devront satisfaire, à tous points de vue (fabrication, emballage, étiquetage,.....) aux dispositions législatives, réglementaires et normes en vigueur sur le territoire marocain.

ARTICLE 33 : DEFINITION DES PRIX

Les prix sont définis conformément aux dispositions de l'article 53 du CCAGT comme suit :

Points importants pris en compte dans l'offre du prestataire

- ⇒ **Le prestataire devra, à sa charge, établir les plans d'exécution en se basant sur le plan de masse et les soumettre à la validation du maître d'ouvrage**
- ⇒ **Les échantillons des végétations ainsi qu'un échantillon de l'ensemble doivent être soumis à l'approbation du maître d'ouvrage avant d'entamer les travaux**
- ⇒ **Les travaux d'entretien des espaces verts pendant la période de garantie sont à la charge du prestataire, à cet effet le prestataire devra inclure lesdits travaux dans le prix unitaire.**

PRIX N° 1- Travaux de préparation de terrain

Le prix rémunère la remise en état et évacuation des déchets, il comprend :

- enlèvement des éléments indésirables (racines, cailloux, etc.),
- destruction des mottes par fraissage mécanique,
- réglage mécanique ou manuel des surfaces,
- ratissage et roulage léger.
- évacuation des déchets

Ouvrage payé au **Forfait** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 2- Terre végétale

Le prix comprend

1/la fourniture et étalage de la terre végétale de bonne qualité

La terre végétale doit être de bonne qualité, homogène et exempte de matériaux impropres tels que pierres, déchets végétaux et mauvaises herbes ou tout autre corps étrangers.

2/Fertilisation intense du terrain

Fertilisation intense du terrain avec

- engrais minéral NPK 14-28-14 ou équivalent avec un rendement de 0,06 kg/m²,
- fumier bien traité avec un rendement de 6 kg/m²
- tourbe criblée avec un rendement de 0,001 l/m²,

L'Opération doit être faite avec des moyens manuels et mécaniques en très bonne état (dumper auto chargeable, un motoculteur...) afin d'obtenir leurs incorporations au sol

Ce prix comprend également le nivelage et réglage de la terre végétale après fertilisation et préparation des lits de plantation des massifs arbustifs ou des zones à engazonner.

Ouvrage payé au **mètre cube** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 3-Travaux d'engazonnement

Ce prix rémunère les travaux d'engazonnement par Pennisetum clandestinum en raison de 35 à 45 g/m², y compris le roulage, réglage, tous les arrosages nécessaires et toutes les sujétions de plantation dans les règles de l'art.

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

Fourniture et plantation des arbres et palmiers

Les travaux de plantation comprennent la fourniture le creusement des fosses de plantation convenables, la fourniture et application des engrais de fond, réglage du niveau de terre au collet, arrosage nécessaire, le tuteurage par double ou triple tuteur adapté à la taille de la plante, haubanage ou étendage, et toutes les sujétions de plantation et **d'entretien durant la période de garantie** dans les règles de l'art

PRIX N° 4- Fourniture et plantation de Washingtonia robusta 5m de hauteur

PRIX N° 5- Fourniture et plantation de Washingtonia robusta 3 - 3,5m de hauteur

PRIX N° 6- Fourniture et plantation de Phoenix dactylefera 3 - 3,5m de hauteur

PRIX N° 7- Fourniture et plantation de Chamoerops humilis en touffe 1,5 m de hauteur

Ouvrages payés à **l'unité** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

Fourniture et plantation d'arbustes et plantes variés

Les travaux de plantation comprennent le creusement des fosses de plantation convenables, la fourniture et application des engrais de fond, réglage du niveau de terre au collet, arrosage nécessaire, le tuteurage par double ou triple tuteur adapté à la taille de la plante, haubanage ou étendage, et toutes les sujétions de plantation et **d'entretien durant la période de garantie** dans les règles de l'art

PRIX N° 8- Fourniture et plantation de Stereliza Regina (H:de 0,60 m)

PRIX N° 9- Fourniture et plantation de Phormium tenax

PRIX N° 10- Fourniture et plantation de Rosiers polyantha de couleurs variés

PRIX N° 11- Fourniture et plantation de Gazania de couleurs variés

PRIX N° 12- Fourniture et plantation de Lavondula multifida en touffe

PRIX N° 13- Fourniture et plantation de Fustica glauca en touffe

PRIX N° 14- Fourniture et plantation des Aloès variés

PRIX N° 15- Fourniture et plantation de Pachypoduim

PRIX N° 16- Fourniture et plantation de Cactus variés

Ouvrages payés à **l'unité** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

Travaux décoratifs

PRIX N° 17- Recouvrement décoratif du terrain

Ce prix rémunère la fourniture et formation d'un recouvrement décoratif du terrain en pierres et graviers couleurs variés y compris Fourniture et mise en place sur le terrain de géotextile et toutes sujétions de la réalisation.

Ouvrage payé au **Forfait** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 18- Fourniture et mise en place des pots

Fourniture et mise en place des pots en terre cuite y compris de la tourbe nécessaire et plantes selon le choix du maître d'ouvrage

NB - un échantillon à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage

Ouvrage payé à **l'unité** y compris toutes sujétions d'exécution, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 19- Portail métallique coulissant

Le prix rémunère la Fourniture, pose et mise en œuvre d'une porte métallique coulissante, dimensions 900x345 cm, en acier galvanisé à chaud :

Tous les éléments métalliques doivent être soumis en atelier à un traitement anticorrosion par galvanisation à chaud dont l'épaisseur est en fonction de la classe de l'atmosphère ambiante, L'épaisseur de la galvanisation doit être validée par un bureau de contrôle à la charge de l'entreprise

⇒ Porte :

- Barres horizontales en fer plat de 10x40 mm
- Partie courante en tube ronde de 2 mm pour les diamètres de 20mm, 25 mm et fer rond pour le diamètre 16 mm ; de hauteur variable
- Les bouts des tubes seront inclinés et fermés
- Cadre pour guidage des roulements
- Peinture synthétique en deux couches de couleur au choix du maître d'ouvrage appliquée sur une couche d'impression de Wash primer.

⇒ Système de coulissement et quincaillerie

- Double rails de guidage en acier galvanisé à chaud profil rigide adéquat à la charge de la porte, scellé à la structure en béton, roues et tout accessoire de roulement.
- toute réservation pour un caniveau bas en BA pour un bon coulissement
- Galets
- Poulies
- Guides de sol (Ergot)
- Butées de rail avec ressort réglable
- La quincaillerie

La peinture de finition adaptée au support galvanisé en deux couches de couleur au choix du maître d'ouvrage

Nb : -Les plans d'exécution validés par un bureau de contrôle sont à la charge de l'entreprise.

- un échantillon à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage

Ouvrage payé à l'**unité** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 20-

Peinture et ferronnerie du mur de clôture

Le prix comprend

1/Peinture extérieure pour les deux faces du mur de clôture

➤ Préparation de support

- Brossage énergétique afin d'éliminer les particules non adhérentes et pulvérulentes.
- Application d'une couche d'impression fixatrice. Celle-ci doit avoir la capacité, d'homogénéiser la porosité des surfaces, et de former une pellicule empêchant la migration des sels solubles en surface. Type "PRIMOREX" ou équivalent.

➤ Finition

Application de 3 couches de peinture, la première diluée à 5% d'eau, la deuxième et troisième pure à 24 heures d'intervalle entre elles.

Finition et teinte au choix du maître d'ouvrage

2/Fourniture et montage d'une grille métallique

La grille métallique d'une hauteur de 0.8 à 1.2 m sera composée de barreaux horizontaux et verticaux de petits carrés de profilé massif en acier laminé à chaud, ancrée et encastrée dans le mur de clôture

Tous les éléments métalliques doivent être soumis en atelier à un traitement anticorrosion

- par galvanisation à chaud dont l'épaisseur est en fonction de la classe de l'atmosphère ambiant, L'épaisseur de la galvanisation doit être validée par un bureau de contrôle à la charge de l'entreprise
- une impression SHOP-PRIMER à base de résine de polyvinyle de butyral

Le prix comprend l'implantation, l'ouverture des vides, le remplissage de mortier de ciment avec additif hydrofuge, la mise en place de la grille, des accessoires de montage et la peinture de finition adaptée au support galvanisé en deux couches de couleur au choix du maître d'ouvrage

Nb : les fiches techniques de peintures et un échantillon sont à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage avant la mise en œuvre

Ouvrage payé au **mètre linéaire** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 21-

Revêtement en pierre de Taza grise

Le prix rémunère la fourniture et la mise en place d'un revêtement en pierre de Taza grise de 60*60 cm, le marbre ne doit pas présenter ni fissure ni éclat, ni fracture, ni flash du sel, il doit être d'une Homogénéité et d'une régularité parfaite.

Le support propre réceptionné (le dallage est déjà réalisé) doit être repris au moyen d'un mortier de ciment, d'une épaisseur de 1 à 7 cm maximum, dosé à raison de 350 kg de ciment CPJ 35 pour 1 m3 de sable de carrière.

La pose de revêtement sera effectuée avec une colle de pose adéquate d'une marque du premier choix

Nb : un échantillon à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 22- Caniveau en pierre de Taza grise perforée

Le prix rémunère la fourniture et la mise en place d'un revêtement en pierre de Taza grise pour un caniveau de béton armé (déjà réalisé).

Le caniveau doit être repris au moyen d'un mortier de ciment, d'une épaisseur de 1 à 7 cm maximums, dosé à raison de 350 kg de ciment CPJ 35 pour 1 m3 de sable de carrière.

La pose de revêtement sera effectuée avec une colle de pose adéquate.

Le marbre ne doit pas présenter ni fissure ni éclat, ni fracture, ni flash du sel, il doit être d'une Homogénéité et d'une régularité parfaite.

Nb : un échantillon à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage

Ouvrage payé au **mètre linéaire** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 23- Poteau Incendie

Fourniture, pose, raccordement, mise en œuvre et installation complète en ordre de marche d'un poteau incendie DN100 avec une prise DN100 et deux prises DN65 répondant à la norme NF S62-200 composé principalement de:

- un dispositif de raccordement sur la conduite de distribution d'eau,
- un robinet-vanne d'arrêt appelé vanne de prise, équipé d'une bouche à clé,
- le branchement (tuyaux, coudes, joints),
- un dispositif éventuel de mise à niveau (manchettes, esse de réglage,...),
- la bouche ou le poteau d'incendie proprement dit.

Ces éléments doivent être conformes aux normes en vigueur

Ouvrage payé à **l'unité** y compris raccordement, repérage, vanne d'isolement, regards et travaux génie civil, socle, chainettes et obturateurs des prises et toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 24- Canalisation en pvc série assainissement de diamètre 300 mm.

Ce prix rémunère la fourniture et la pose de canalisation en PVC série assainissement de 300 mm. Il comprend toutes sujétions liées à la réalisation d'ouvrages en parfait état de fonctionnement ainsi que les essais d'étanchéité et les essais d'écrasement et toutes sujétions.

Il comprend notamment :

- Toutes les dépenses relatives à la fourniture, au transport à pied d'oeuvre, à la pose des buses.
- Tous les travaux de terrassement : fouilles dans terrains de toutes natures, et à toutes profondeurs ainsi que le remblai d'apport en tout venant arrosé et compacté par couches successives et évacuation des terres issues de terrassements à la décharge publique.
- La fourniture et la mise en place, en fond de tranchée, d'un lit de sable de 0,10m d'épaisseur formant berceau sous les buses ;
- La confection des joints ;
- Les raccordements aux regards et au puit perdu
- La mise en place d'une couche de béton maigre de 20 cm au-dessus des buses ;
- Tous les frais d'essais relatifs à la résistance des bétons et de conduites ainsi qu'à l'étanchéité de ces dernières.

Ouvrage payé au **mètre linéaire** y compris toutes sujétions de fourniture et de mise en place

PRIX N° 25- Bouche d'égout à grille

Ce prix rémunère la réalisation à toute profondeur de bouche d'égout à grille avec panier ramasse boue et appareil siphoné suivant le plan d'exécution et les prescriptions du D.G.T.A.

Il comprend notamment :

- l'exécution d'un radier avec cunette en béton dosé à 350 kg de ciment. Les parois exécutées en béton armé sans enduit intérieur et constituées par des parois de 0,15 m d'épaisseur minimale.
- le châssis en béton armé supportant cadre et tampon. Ces châssis seront maintenus au couronnement des regards par un solin au mortier dosé à 500 kg
- le coffrage et décoffrage
- la fourniture, le transport et la mise en place des armatures en acier rond de haute adhérence
- les joints et essais d'étanchéité
- la réservation, le remplissage, le ragréage et les joints étanches au mortier ciment dosé à 500 kg
- la fourniture et transport de tous les matériaux nécessaires à pied d'oeuvre
- la fourniture, transport et pose des échelons en acier galvanisé à chaud de 25 mm de diamètre, de 0,30 m de largeur espacés de 30 cm pour les regards de visite dont la profondeur est supérieure à 1,50 m.
- Les têtes de regard avec tampon en fonte seront exécutées de façon à pouvoir recevoir un cadre carré 0.75 x 0.75 (150 kg) avec système de verrouillage, panier de ramasse des boues, appareil siphoné (140kg) et tous les travaux de génie civil cadre et un tampon - couvercle en fonte série lourde d'un poids de l'ordre de 150 kg.
- Les frais d'épuisement ou de détournement des eaux souterraines et des eaux pluviales quels que soient le débit et les moyens utilisés ;

- toutes les sujétions de mise en œuvre, jointoiement, etc...
- les frais d'essais relatifs à la résistance des bétons et des composantes du regard

Nb : les fiches techniques et un échantillon sont à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage avant la mise en œuvre

Ouvrage payé à l'**unité**, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture.

PRIX N° 26- Bouche d'égout à avaloir

Ce prix rémunère la réalisation à toute profondeur de bouche d'égout à avaloir avec panier ramasse boue et appareil siphonide suivant le plan d'exécution et les prescriptions du D.G.T.A.

Il comprend notamment :

- l'exécution d'un radier avec cunette en béton dosé à 350 kg de ciment. Les parois exécutées en béton armé sans enduit intérieur et constitués par des parois de 0,15 m d'épaisseur minimale.
- le châssis en béton armé supportant cadre et tampon. Ces châssis seront maintenus au couronnement des regards par un solin au mortier dosé à 500 kg
- le coffrage et décoffrage
- la fourniture, le transport et la mise en place des armatures en acier rond de haute adhérence
- les joints et essais d'étanchéité
- la réservation, le remplissage, le ragréage et les joints étanches au mortier ciment dosé à 500 kg
- la fourniture et transport de tous les matériaux nécessaires à pied d'œuvre
- la fourniture, transport et pose des échelons en acier galvanisé à chaud de 25 mm de diamètre, de 0,30 m de largeur espacés de 30 cm pour les regards de visite dont la profondeur est supérieur à 1,50 m.
- Les têtes de regard avec tampon en fonte seront exécutées de façon à pouvoir recevoir un cadre carré 850 x 850 et tampon circulaire Ø 600 classe C250 (poids 90 kg) avec système de verrouillage, panier de ramasse des boues, appareil siphonide (140 kg) et tous les travaux de génie civil
- Les frais d'épuisement ou de détournement des eaux souterraines et des eaux pluviales quels que soient le débit et les moyens utilisés ;
- toutes les sujétions de mise en œuvre, jointoiement, etc...
- les frais d'essais relatifs à la résistance des bétons et des composantes du regard

Nb : les fiches techniques et un échantillon sont à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage avant la mise en œuvre

Ouvrage payé à l'**unité**, y compris toutes sujétions d'exécution et de fourniture

PRIX N° 27- Regard 60*60

des regards en béton armé hydrofuge type B25 ou B30, borgnes ou visitables de section intérieure et de hauteur variable pour le réseau assainissement et pour les réseaux techniques électricité et téléphone seront prévus à chaque point de chute, à chaque intersection ou croisement de canalisation,

Regards en béton armé hydrofuge, parois et radier de 15cm d'épaisseur minimum. Le radier formera cunette d'écoulement. Les parois et fonds intérieurs seront enduits au mortier gras lissé avec les angles arrondis.

Les tampons seront exécutés en dalles de béton armé de 7 cm d'épaisseur, les regards visibles, seront munis d'un double cadre cornière galvanisé avec joint d'étanchéité et d'un système de levage escamotable.

Les ouvrages en B.A. seront dosés à 350 kg y compris aciers les parois, radiers et gorges seront enduits au mortier gras dosé à 500 kg de ciment par mètre cube avec angles arrondis.

Tous les regards visitables extérieurs seront également munis d'un double cadre cornière galvanisé et d'un système de levage escamotable.

Y compris fouilles dans terrains de toute nature y compris la roche, de toutes dimensions et à toutes profondeurs, coffrages, remblais d'apports et toutes sujétions de finition et de raccordement aux canalisations suivant les règles de l'art.

Ouvrage payé **à l'unité**, y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de finition

PRIX N° 28- Chambre de tirage 100*100

Ce prix rémunère la fourniture, pose et raccordement de chambre de tirage extérieure, de toutes profondeurs, exécutée comme suit :

- Parois latérales en voile de béton, dosé à 300 kg de ciment au m3 de 10cm minimum d'épaisseur, coffret vibré.
- Les parois intérieures seront enduites au mortier gras lissé avec les angles arrondis. - Tampon en béton armé vibré, muni d'une poignée escamotable, sur double cornière galvanisé à chaud
- Raccords de finition de l'entrée des buses
- Gravette déposée au fond du regard

Y compris fouille dans tous terrains et à toutes profondeurs, remblais et toutes sujétions de raccordements aux canalisations et aux dallages.

Ouvrage payé **à l'unité**, y compris toutes sujétions d'exécution, de fourniture et de finition

PRIX N° 29- Cuvelage de la Bâche à eau

Ce prix rémunère les travaux de revêtements d'imperméabilisation de cuvelage à l'aide d'enduits hydrofugés à réaliser conformément aux normes en vigueur

Les travaux comprennent :

- Humidification et nettoyage préalables des surfaces à enduire et ce, après avoir effectué tous les travaux de préparations des supports nécessaires à la bonne exécution du complexe du cuvelage,
- Mise en œuvre d'un jeté clair de 2mm d'épaisseur dosé en ciment à 700kg/m3 couvrant toute la surface à enduire (2sacs ciment et 3 brouettes du sable). L'eau de gâchage sera remplacée par une solution de SIKALATEX à réaliser suivant prescriptions du Fournisseur du produit,
- Réalisation des chanfreins et goussets aux droits des gorges et à la jonction parois/radiers ou dallages de 5 à 10cm de cotés dosés en ciment à 600Kg/m3 du sable avec addition du SIKALITE à raison du 2% du poids de ciment. Le tout sera

soigneusement pilonné et bien fini tout en respectant les alignements et les traits de niveaux

- Réalisation d'une première couche de 8 à 10mm d'épaisseur, dosée en ciment à 600 kg/m³ de sable avec addition de SIKALITE à raison de 2% du poids de ciment. Elle sera vigoureusement jetée à la truelle sans retouche y compris la réalisation des sur épaisseurs nécessaires aux rattrapages des alignements et les verticalités pour des parements aplomb.
- Mise en œuvre d'une deuxième couche de 5 à 8mm d'épaisseur appelée chemise d'étanchéité. Cette couche doit être exécutée dès le début de prise de la 1ère couche et avant durcissement complet. Elle sera réalisée à l'aide d'un mortier dosé en ciment à 700 kg/m³ de sable avec addition de SIKALITE à raison de 2% du poids de ciment. Elle sera fortement serrée et lissée à la truelle,
- Dès début de prise de cette dernière, application d'un léger mouchetis d'adhérence dosé en ciment à 700 kg/m³ couvrant toute la surface de la 2ème couche. L'eau de gâchage sera remplacée par une solution de SIKALATEX à réaliser suivant prescriptions du Fournisseur du produit,
- Mise en œuvre d'une troisième couche de 8 à 10mm d'épaisseur dite " FINO " dosée en ciment à 500 kg/m³ de sable avec addition de SIKALITE à raison de 2% du poids de ciment. Elle sera soigneusement surfacée à la taloche.

Ouvrage payé **au mètre carré** réellement exécuté tous vides déduits y compris toutes sujétions de fourniture, d'exécution et de finition et mise en œuvre de tous les produits spéciaux nécessaires à la réalisation des complexe du cuvelage et sans plus – values pour insertion des grillages de traction et treillis soudés, façon de petites ou faibles surfaces, toutes les réservations nécessaires à réaliser suivant prescriptions et indications des représentants du Maître d'Ouvrage

PRIX N° 30-

Carrelage de la Bâche à eau

Ce prix rémunère les travaux de revêtement en carreaux grés cérame pour la bâche à eau suivant prescriptions du maître d'ouvrage comprenant :

- Préparation des supports
- Dressage des murs par enduit au mortier de ciment dosé à 350kg
- La pose des carreaux sera au ciment colle du marque du premier choix SIKATOP COLLAGE ou équivalent
- Le remplissage des joints par ciment pur, teinte au choix de y compris baguettes d'angle
- L'ensemble exécuté conformément aux normes en vigueur conformément aux règles de l'art y compris toutes sujétions de mise en œuvre et de finition, pour toutes dimensions des carreaux posés, sans plus-value pour petites surfaces, faibles largeurs, toutes formes y compris toutes sujétions d'exécution (coupe, trous de réservations, angles inclinés, etc....).

NB : échantillon sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre

Ouvrage payé au **mètre carré** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.

PRIX N° 31-

Panneaux de direction et de localisation

Ce prix comprend la fourniture et la pose de panneau indiquant les noms, localisations...

Le panneau de dimensions suivant maître d'ouvrage, doit avoir les caractéristiques suivantes:

- Matière en planche (Aluminium) assemblées par emboitage sur supports
- Les planches seront de 15cm de largeur
- Décor rétro réfléchissant
- Les supports adéquats seront en IPE y compris les boulons de fixation et tous d'autres sujétions.
- L'entreprise doit assurer la stabilité de l'ensemble via un socle de fondation en BA.

NB : échantillon sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre

Ouvrage payé au **mètre carré**, compris toutes les sujétions d'exécution, de fourniture et de finition

PRIX N° 32- Panneaux d'indication

Ce prix Rémunère la fourniture et la pose de panneaux d'indication. Il comprend aussi le support du panneau qui doit avoir au moins les caractéristiques suivantes :

- Support en aluminium de diamètre 76mm
- Fixation en aluminium
- Les panneaux seront des caissons en aluminium double face 1500 x 400 mm.
- Le profilé d'aluminium et extrudé aura une largeur de 60mm. Les faces avant et arrière seront réalisés en tôle électro zinguée 15/10. Le fond doit être réfléchissant de classe 2 et le texte en film adhésif.
- La couleur du fond et des inscriptions sera validée par le Maître d'ouvrage.
- Les colliers de fixation seront en aluminium

NB : échantillon sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre

Ouvrage payé **à l'unité** y compris toutes sujétions de bonne exécution, de fourniture et de finition

PRIX N° 33- Panneaux de police à LED solaire

Ce prix rémunère à l'unité la fourniture à pied d'œuvre et la pose de panneaux LED de signalisation à dos fermé LED avec alimentation solaire intégrée.

Les panneaux renforcés à LED électroluminescentes seront de type 100, 200, 300 et 400, ces panneaux sont constitués de :

- Caisson réalisé en profilé d'aluminium extrudé de largeur 60 mm et faces en intensité
- Enfilées dans la face avant pour renforcer la luminosité du listel et du symbole
- aucune Soudure n'est acceptée) ;
- Fixation sur mât en aluminium extrudé et cannelé de diamètre 76 mm par vis à tête
- Hexagonale en acier inoxydable et de hauteur libre sous panneau 1.80 m ;
- Alimentation solaire adaptée y compris batterie.
- Symbole renforcé à LED jaune clignotant
- Listel renforcé à LED rouge clignotant
- Décor réalisé par film adhésif Classe 2.
- Dimensions 700x700 mm

Le panneau volume est constitué d'un profilé ceinture en alliage d'aluminium et de deux faces aluminium 15/10 ème. Le raccordement du profilé ceinture est réalisé par éclisse en profilé aluminium.

Les prix, ci-après énumérés, incluent :

La fourniture, transport et pose des panneaux y compris toutes les sujétions nécessaires à la fixation et au scellement.

- La réalisation des massifs pour panneaux en 40x40x40 en béton non armé
- La mise en marche de la signalisation lumineuse et le remplacement des pièces défectueuses
- L'entretien des éléments de fixation et de la source solaire jusqu'à réception définitive des
- Panneaux.
- Toutes sujétions d'exécution et de contrôle.

NB : échantillon sera soumis à l'agrément du maître d'ouvrage avant toute mise en œuvre

Ouvrage payé **à l'unité** y compris toutes sujétions de bonne exécution, de fourniture et de finition

PRIX N° 34-

Spot Etanche pour fontaine

Ce prix la fourniture d'un luminaire étanchéité LED de 20 W, de marque DISANO ou équivalent, ayant au moins les caractéristiques suivantes :

- Température de couleur 4000 k
- Flux lumineux 2700 lm
- IP 66
- IK 08

NB : les fiches techniques et un échantillon sont à soumettre à l'approbation du maître d'ouvrage avant la mise en œuvre

Ouvrage payé **à l'unité** y compris toutes sujétions d'exécution et de finition, suivant plan et recommandations du maître d'ouvrage.



Appel d'offres ouvert N° 166/18/AOO

**Travaux des aménagements extérieurs du bâtiment d'accueil officiel à
l'aéroport de Laayoune**

Concurrent

« Lu et accepté sans réserve »